



## **ASIE/MALAISIE - Protestations des chrétiens après que le sultan de Selangor ait interdit l'usage du terme Allah aux non musulmans**

Shah Alam (Agence Fides) – Sharafuddin Idris Shah, Sultan de l'Etat malaisien de Selangor, a interdit, par le biais d'une ordonnance explicite (fatwa), aux non musulmans d'utiliser le terme Allah, affirmant qu'il « s'agit d'un mot sacré, exclusivement réservé aux musulmans ». Selon la Constitution, le Sultan détient le pouvoir exécutif à Selangor, l'un des 13 Etats qui composent la Fédération malaisienne. Dans l'Etat de Selangor, les citoyens musulmans représentent 57,9% de la population alors que les bouddhistes sont 24,4%, les hindouistes 11,6%, les chrétiens 3,8%, d'autres petits groupes religieux représentant 0,3% de la population.

L'interdiction imposée par le Sultan rouvre une blessure pour la communauté des croyants en Malaisie et surtout pour les rapports islamo-chrétiens : la question de l'usage du terme Allah a en effet été au centre d'une dispute juridique entre l'Eglise et l'Etat. Allah est la parole par laquelle Dieu est encore aujourd'hui indiqué dans la Bible en langue malay, et ce depuis ses premières éditions, ainsi que le démontre la Bible Alkitab remontant à 1612 et « éditée bien avant la formation de la Malaisie, née en 1963 » remarquent des sources de Fides.

La controverse entre l'Eglise catholique et le gouvernement est encore ouverte et demeure « suspendue » bien que les chrétiens aient remporté en 2009 un premier procès devant le tribunal, procès dans le cadre duquel a été reconnu leur droit d'utiliser le terme Allah. Les avocats du gouvernement ont présenté un recours et l'on est encore dans l'attente d'une solution définitive.

La question est revenue sur le devant de la scène après que, au cours de ces derniers jours, le Secrétaire du Parti d'Action démocratique (DAP), Lim Guan Eng, ait sollicité le gouvernement afin qu'il reconnaisse à tous le droit d'utiliser le mot Allah. Parmi les partis contraires, se trouve le PAS, parti islamiste, alors que la coalition Rakyat Pakatan (Alliance du Peuple), qui gouverne ces Etats, a accueilli la demande de manière positive.

Dans un communiqué envoyé à Fides, les églises protestantes réunies au sein du Council of Churches of Malaysia (CCM) objectent qu'une fatwa ne peut s'appliquer aux non musulmans et réaffirment qu'en se basant sur la sentence de 2009, encore applicable, ils continueront à utiliser leur Bible dans laquelle est présent le terme Allah, exerçant la liberté d'expression reconnue par la Constitution. Interpellé par l'Agence Fides, Thomas Phillips, pasteur protestant et président du Malaysian Consultative Council of Buddhism, Christianity, Hinduism, Sikhism and Taoism stigmatise le fait que « la question à caractère religieux est de nouveau instrumentalisée au niveau politique pour des motifs électoraux », exprimant une position partagée par les responsables religieux non musulmans. (PA) (Agence Fides 09/01/2013)